

ON S'ABONNE :

À Montréal, AUX BUREAUX No. 15, RUE ST. VINCENT.
À Québec, CHEZ M. F. X. JULIEN, MAISON DE LA CORPORATION.

La Revue Canadienne

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL, ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LE TOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

CONDITIONS D'ABONNEMENT. (Payable d'avance.)

Abonnement au Journal semi-hebdomadaire seul, £1 0 0
Abonnement à l'Album Mensuel, Littéraire et Musical, seul, £1 0 0
Aux deux publications réunies, £1 10 0

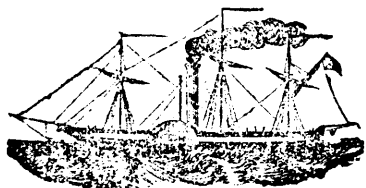
PRIX DES ANNONCES. Six lignes et au-dessous, première insertion, 2s. - 6d.
Dix lignes et au-dessous, première insertion, 3s. - 6d.
Au-dessus par lignes, 4d.
Toute insertion subséquente, le quart du prix. (Affranchir les lettres.)

Education.

Industrie.

Progrès.

EXTRA D'HIER. NOUVELLES D'EUROPE. ARRIVÉE DU GAMBRIA. AVEC LA MALLE DU 4 DÉCEMBRE. Passage de 12 jours et demi!



ARRIVÉE DU

GAMBRIA.

La malle anglaise du 4 décembre est arrivée en cette ville, samedi soir, au grand étonnement de tout le monde. Le Gambria a fait un passage de 12 jours et demi. C'est admirable.

Nous avons reçu nos journaux de Londres en date du 3 décembre et de Paris du 1er. Les journaux anglais ne nous apprennent rien de neuf sur le départ de notre nouveau gouverneur lord Elgin. Il devait s'embarquer dans un vaisseau de guerre le 18 ou le 19 décembre.

secs et froids, lord Palmerston raisonne dans l'hypothèse que l'usurpation de Cracovie n'est encore qu'un projet.

Une copie de cette protestation a été également expédiée à lord Normanby, pour être communiquée à M. Guizot.

On écrit de Manchester que la souscription ayant pour but d'offrir un tribut national de £100,000 à Richard Cobden, s'élève à £77,473 4s. 8d.

Samedi dernier, 4 députations de différentes parties de Londres ont été reçues par lord John Russell. Elles ont présenté des mémoires rédigés dans des meetings pour demander l'entree libre des grains étrangers.

La réforme assure que le bruit court dans la banlieue de Paris de l'armement prochain des fortifications de Paris.

L'association des Free-traders de Paris s'est réunie mercredi sous la présidence de M. le duc d'Harcourt. L'assemblée se composait d'environ 2,000 personnes.

La marquise de Normanby a quitté Paris. Le Galicien annonce que son absence ne sera pas de longue durée.

Lord Brougham a quitté Paris le 23 pour retourner en Angleterre.

M. Charles Dickens, le célèbre romancier anglais, est arrivé le 22 à Paris, de retour d'un voyage qu'il vient de faire en Suisse.

L'enfant don Enrique est arrivé le 20 à Paris, venant de Bruxelles et se rendant à Madrid. Le prince est descendu à l'Élysée-Bourbon. Il a été reçu le lendemain par le roi.

On mande de Lisbonne, le 23, qu'un grand nombre d'arrestations ont eu lieu dans cette ville. Le mauvais temps a forcé l'escadre qui bloque Oporto de s'éloigner.

Le mariage de M. le duc de Bordeaux avec l'archiduchesse Thérèse de Modène, vient d'être officiellement annoncé à toutes les cours par le duc régnant.

On lit ce qui suit dans le Globe du 26 novembre: "Le comte de Montemolin a donné lieu de nombreuses audiences à des personnages distingués, et s'est occupé d'affaires à l'hôtel Mortimer-Street-Cavendish-Square à Londres."

On écrit de Mansera et de Vich (Catalogne), le 14 novembre, que diverses bandes d'insurgés, dont l'une est forte de 200 hommes, parcourent le pays.

On écrit de Vienne que le gouvernement autrichien a résolu de faire un emprunt de 40 millions de florins.

Il y a à Paris de grandes fêtes en l'honneur du bey de Tunis.

CRACOVIE.— Les nouvelles qui arrivent de Cracovie et de la Gallicie ne sont rien moins que favorables à l'Autriche. La plupart des personnes de distinction, nobles et bourgeois, ont quitté Cracovie pour se rendre à Breslau.

L'odieux de l'envahissement n'a pas même été atténué par la proclamation d'une amnistie pour les malheureux prisonniers politiques qui gémissent entassés dans les cachots et les cloîtres convertis en maisons d'arrêt.

Dans la Gallicie la fermentation est toujours fort inquiétante. Cette province était inondée de troupes autrichiennes, et trois nouveaux régiments viennent cependant d'y être expédiés.

En attendant, le bruit court que le jugement contre les accusés de la dernière insurrection en Gallicie est tout prêt. On dit qu'il applique dans la plupart des cas la peine de mort par strangulation!

SAXE.— Aujourd'hui, le gouvernement a soumis aux états une résolution par laquelle tous les différends survenus entre lui et les états sont aplanis. La caisse domaniale contribuera aux dépenses publiques dans une proportion qui a concilié tous les intérêts.

SUISSE.— On lit dans la Revue de Genève: "Il paraît certain que M. Philipsberg, nouveau chargé d'affaires du gouvernement autrichien a essayé d'employer toute son influence, en qualité de représentant de la puissance monarchique qui touche tout le côté oriental de la Suisse, pour obtenir que le canton des Grisons se détachât du vote qu'il a donné pour la dissolution de la ligue séparatiste des sept cantons."

TURQUIE.— Les dernières nouvelles de Bagdad, reçues à Constantinople, annonçaient que le choléra exerçait ses ravages dans cette ville, et que quatorze cents personnes avaient déjà succombé depuis l'invasion du fléau.

UN COUP D'ÉTAT EUROPEËN.

Il faut que nous la disions tout de suite, cette nouvelle qui tombe comme la plus insolente menace au milieu de la politique incertaine et troublée de l'Occident.

Voici en quels termes la Gazette d'Augsbourg fait connaître cet événement:

"Les trois puissances protectrices ont résolu d'en finir avec l'indépendance de la république, si dangereuse pour le repos de ses voisins, et d'en sanctionner l'incorporation dans les domaines de l'Autriche, à laquelle d'ailleurs elle avait appartenu avant 1809."

"Les trois puissances protectrices ont reconnu que la conservation de la république de Cracovie comme état indépendant était incompatible avec la sûreté de l'Allemagne, et comme elles avaient établi cette république seules et sans la coopération des autres puissances, pour essayer si une ombre de l'indépendance polonoise pouvait subsister, elles ont résolu de détruire leur propre ouvrage, que le résultat n'avait point justifié."

"En effet, dans l'origine et plus tard dans des traités, ces puissances ont établi expressément que, dans le cas où les circonstances rendraient dangereuse ou peu avantageuse la conservation de la république, elle serait supprimée et le pays réuni de nouveau à l'Autriche."

On nous donne ce fait comme accompli. Eh bien! ce qui s'est accompli alors, c'est la violation la plus flagrante d'un traité formel, c'est la violation d'une parole solennelle renouvelée au mois de mars dernier, et répétée publiquement par M. Guizot à la chambre des pairs.

Ce traité qu'on est réduit à invoquer aujourd'hui est celui de 1815: la France et l'Angleterre y sont parties, comme la Russie, l'Autriche et la Prusse. Or, l'article 7 garanti de la

manière la plus expresse l'indépendance de la république de Cracovie. On suit donc les conventions postérieures qui ont détruit cet engagement contracté par les cinq puissances? Est-ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont eu le droit de disposer à leur gré du sort d'une ville placée sous la protection des cinq états signataires du traité?

Les réserves que ces traités ont faites, les garanties qu'ils ont inscrites dans leurs articles, que l'honorable M. Montalembert le sache bien, à aucune époque le gouvernement du roi ne les a méconnues, ne les a abandonnées, pas plus aujourd'hui qu'il y a 15 ans.

Quant à la république de Cracovie, nous avons maintenu nos réserves et nos protestations faites il y a dix ans: nous les avons renouvelées et fortifiées. Que M. Villemain soit convaincu que les droits stipulés en faveur de la république de Cracovie, en 1815, ne seront ni oubliés ni méconnus par nous.

Ceci remonte au 20 mars de la présente année. Et ces droits qui ne devaient être méconnus par personne, d'après l'assurance solennellement donnée à M. Guizot, on les foule aux pieds aujourd'hui!

"Art. 6. La ville de Cracovie avec son territoire est déclaré à perpétuité cité libre, indépendante, et strictement neutre, sous la protection de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche."

"Art. 9. Les cours de Russie, d'Autriche et de Prusse s'engagent à respecter et à faire respecter en tout temps la neutralité de la ville libre de Cracovie et de tout son territoire: aucune force armée ne pourra jamais y être introduite sous quelque prétexte que ce soit."

Devant des textes aussi précis, n'admirez-vous pas l'audace de la Gazette d'Augsbourg qui présente cette indépendance de la cité libre comme une concession faite à l'essai par les trois cours du nord? Elles avaient daigné laisser errer dans ce coin une ombre de la nationalité polonoise! Une ombre! c'était trop.

ESPAGNE.— Le Tiempo nous apprend qu'une forte fraction du parti modéré vient de prendre la résolution de se séparer du ministère dans la lutte électorale. Un grand nombre d'électeurs appartenant, suivant l'expression du journal espagnol, au parti monarchique constitutionnel, viennent de former une junte électorale disposée à combattre M. Isturiz.

PORTUGAL.— D'après les dernières nouvelles il régnait une égale pénurie d'argent dans les deux camps. La junte d'Oporto n'a pu donner

que 50,000 francs au corps d'armée principal qui s'est mis en marche sur Lisbonne. Le duc de Palmella aurait envoyé au comte das Antas une somme de 70,000 francs environ sur ses propres fonds, ce qui aurait permis de payer quelques journées de solde aux troupes régulières de l'insurrection.

On assure que don Carlos, qui vit retiré à Gènes avec la princesse de Beira et un très-petit nombre de serviteurs, se propose de quitter les états de Sardaigne pour se rendre à Venise.

Le Polyphème, arrivé récemment en Angleterre, a quitté Lisbonne le 17. Le bruit était répandu dans cette ville que l'avant-garde de Saldanha avait été complètement battue, avait perdu ses munitions; qu'elle avait été faite prisonnière tout entière, et que Saldanha s'était retiré à Carregado, à quatre lieues nord-ouest de Cartaxo.

Autriche.— La bourse de Vienne a été, comme celle de Francfort, vivement affectée par la nouvelle de l'incorporation de Cracovie à l'Autriche.

Algérie.— Les dernières nouvelles d'Alger sont du 12 novembre. Tout est tranquille dans la colonie, et l'on ne redoute, pour le moment, aucune tentative nouvelle de la part d'Abd-el-Kader.

Grèce.— On nous écrit d'Athènes, le 10 novembre: "La session est enfin terminée. Vendredi prochain sera communiquée à la chambre l'ordonnance de clôture. On assure que le parlement sera immédiatement convoqué afin que, pour cette fois, le budget de 1847 puisse être voté avant la fin de 1846."

Belgique.— La discussion politique soulevée dans la chambre des représentants belges par l'amendement de M. Rogier s'est terminée avant hier. Cet amendement a été rejeté par 52 voix.